

Burundi : Le mystère plane toujours sur le sort de Marie Claudette Kwizera

RFI, 11-04-2016 Burundi : 4 mois après sa disparition, l'ITEKA reste sans nouvelle de sa trésorière. Où se trouve Marie Claudette Kwizera ? Au Burundi, la ligue Iteka se pose la question depuis décembre 2015, date de la disparition de cette femme, trésorière de cette importante organisation des droits de l'homme dans le pays. En décembre 2015, les services de renseignement burundais exigent le paiement d'une forte somme d'argent pour sa libération, une pratique illégale, bien que largement répandue. Mais aujourd'hui, il n'est plus question d'argent, les services de renseignement affirment ne pas avoir de trace de Marie-Claudette Kwizera.

Une situation qui inquiète particulièrement, Florent Geel, le responsable du bureau Afrique de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) : « C'est une personne qui a disparu depuis décembre 2015. Des recherches ont été effectuées, même au sein de la documentation, c'est-à-dire des Services nationaux de renseignements qui disent ne pas avoir retrouvé Marie-Claudette dans les prisons. Elle n'est pas non plus dans la prison de Mpimba à Bujumbura. Donc techniquement, cette personne a disparu. En mission fin mars au Burundi, la FIDH a interrogé les autorités nationales qu'elles ont pu rencontrer, à savoir un responsable du ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale, qui n'a pas su répondre à nos demandes d'interrogations sur le Marie-Claudette ou même nous dire si une enquête avait été ouverte ». Pas de trace donc de la prisonnière. Et, pour Florent Geel, Marie-Claudette Kwizera a été enlevée justement à cause de son rôle de trésorière : « Marie-Claudette signait les rapports financiers de la ligue Iteka, avant et après la suspension de la ligue Iteka, y compris la suspension de ces comptes bancaires. Et elle signait les rapports financiers qui stipulaient par exemple que des frais pour dommer ou pour financer des actions étaient pour dénoncer notamment des violations des droits humains, qui ont pu être observés essentiellement par le régime, mais aussi éventuellement par des membres de groupes armés de l'opposition. Ça serait pour cette raison-là qu'elle a été ciblée en tant que telle ».